

Influenza aviaire : point de situation IAHP et levées de zones dans le Gers

Communiqué de la préfecture du Gers



Influenza aviaire : point de situation IAHP et levées de zones dans le Gers

L'influenza aviaire hautement pathogène est une maladie animale infectieuse, virale, très contagieuse qui affecte les oiseaux mais n'est pas transmissible à l'Homme. La consommation de viande, foie gras et œufs ne présente aucun risque.

Après la nouvelle crise de l'influenza aviaire de mai 2023 (le dernier foyer a été abattu le 14 juin), l'État est pleinement mobilisé pour accompagner les éleveurs, en lien étroit avec la DGAL, la DRAAF, la chambre d'agriculture du Gers, les responsables des filières, vers un retour à la normale.

Les conditions sanitaires étant réunies, plusieurs levées de zones ont été décidées le 17 juillet :

- levée de la zone de surveillance en lien avec les foyers des communes de Montesquiou et Saint Araille (ZS)
- levée de la zone réglementée supplémentaire (ZRS) dans sa globalité.

Le zonage est modifié conformément au dernier arrêté préfectoral de zone disponible sur le RAA, qui contient la liste des communes restant en zone réglementée avec leur statut respectif :

Ces levées de zones préfigurent le retour à une activité d'élevage normalisée dans les autres zones réglementées du Gers au fur et à mesure que les conditions épidémiologiques le permettront : pour la ZP coalescente plus au nord, réalisation par les éleveurs des nettoyages et désinfections ND1 de tous les foyers finalisées et validées (il reste une dizaine d'élevages qui n'ont pas encore réalisé leur ND1).

Compte tenu des foyers signalés dans la faune sauvage en France ces derniers temps, la vigilance de tous les acteurs de la filière doit rester de mise et les mesures de biosécurité appliquées par tous avec rigueur. Les mesures de biosécurité à respecter par les professionnels comme par les particuliers (basses-cours) sont consultables à cette adresse :

<https://agriculture.gouv.fr/influenza-aviaire-les-mesures-de-biosecurite-pour-les-operateurs-professionnels>.

Le Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire a annoncé le 17 juillet plusieurs mesures pour compléter le dispositif d'indemnisation dont peuvent bénéficier les éleveurs au titre de la crise épizootique 2022-2023 et assurer le lancement d'une campagne de vaccination des canards.

Ouverture du dispositif d'avance sur l'indemnisation économique des éleveurs situés au sein des zones règlementées

Afin de soulager rapidement la trésorerie des éleveurs situés en zone réglementée impactés par la crise 2022-2023, une ouverture du dispositif d'avance sera ouvert avant le 21 juillet. Cette avance, à hauteur de 50% maximum des pertes estimées, sera payée au fil de l'eau durant l'été sans attendre la clôture du guichet fixée au plus tard au 15 septembre 2023.

Déploiement du dispositif d'indemnisation pour le maillon sélection-accoupage

En complément des dispositifs déjà arbitrés pour les éleveurs et les entreprises d'abattage et de transformation, le MASA réaffirme son soutien auprès des entreprises du maillon sélection-accoupage et des éleveurs de cheptels reproducteurs également affectés par cette épizootie. Sous réserve de validation par la Commission européenne, le ministère déploiera à l'automne 2023, un dispositif d'indemnisation qui couvrira 100 % des pertes d'excédent brut d'exploitation (EBE) subies au cours des mois affectés par l'épizootie d'influenza aviaire dès lors que cette perte est supérieure à 20%.

Revalorisation des barèmes d'indemnisation sanitaire

Le barème d'indemnisation des volailles abattues pour la crise 2022-2023 est revalorisé à partir des coûts de production du trimestre ayant concentré le plus d'abattages, soit le 4e trimestre 2022.

Poursuite de la préparation de la campagne vaccinale ciblée sur les canards

La préparation du déploiement de la campagne de vaccination contre l'IAHP se poursuit conformément au calendrier annoncé et franchit une nouvelle étape avec la définition du schéma vaccinal privilégié. La vaccination s'appliquera de manière obligatoire à tous les élevages commerciaux de canards (Pékin, Barbarie et mulard) sur l'ensemble du territoire métropolitain (hors Corse), pendant toute l'année. La vaccination restera volontaire pour les élevages de canards reproducteurs dont la production (oiseaux d'un jour ou œufs à couver) est destinée au commerce national exclusivement. La vaccination des canards reproducteurs dont les produits sont destinés à l'exportation est interdite afin de ne pas bloquer certains flux commerciaux d'exportation. Chaque élevage vacciné devra faire l'objet d'un suivi sanitaire précis, par le biais d'analyses régulières et une visite mensuelle par le vétérinaire sanitaire.

Le MASA participera du succès de la campagne de vaccination en assumant une prise en charge de 85% du coût total de ce chantier inédit et ambitieux.

Pour rappel, la vaccination seule ne permettra pas d'éviter une nouvelle épizootie. Elle constitue un outil de prévention additionnel, en complément des mesures déjà mises en œuvre : le respect des mesures de biosécurité à tous les maillons de la filière ; une surveillance sanitaire garantissant une détection précoce de la maladie ; une réduction des densités en élevage pour limiter la diffusion du virus.

